

**cemoti**

## Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien

19 | 1995

Laïcité(s) en France et en Turquie

---

### La transfrontalièrité : le cas de la Turquie

Travaux de l'ERTIC

H. Bozarslan, E. Picard et S. Vaner

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1720>

ISSN : 1777-5396

#### Éditeur

AFEMOTI

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 1995

ISSN : 0764-9878

#### Référence électronique

H. Bozarslan, E. Picard et S. Vaner, « La transfrontalièrité : le cas de la Turquie », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 19 | 1995, mis en ligne le 15 mai 2006, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/1720>

---

Ce document a été généré automatiquement le 20 avril 2019.

Tous droits réservés

---

# LA TRANSFRONTALIERITE : LE CAS DE LA TURQUIE(Travaux de l'ERTIC)

H. Bozarslan, E. Picard et S. Vaner

---

- 1 Difficile à classer, la Turquie est à la fois un pays européen, balkanique, moyen-oriental, asiatique et méditerranéen, avec une façade importante sur la "mer nourricière". Elle porte en elle-même toute la diversité et les contradictions de ces aires auxquelles elle appartient géographiquement et culturellement. Elle est attirée, depuis plus d'un siècle, par trois pôles de "civilisation"; par l'Asie centrale, par ses liens culturels, affectifs et linguistiques; par le monde arabe, par ses attaches religieuses. Cependant, depuis les mouvements de modernisation et d'"occidentalisation" de l'Empire ottoman au siècle dernier, les élites turques, qui ont eu un poids décisif dans la vie politique, se veulent avant tout européennes. Le choix du modèle de société inspiré de l'Occident mais aussi les engagements, jamais démentis, auprès des alliances occidentales militaires, politiques et économiques montrent l'orientation pro-européenne de la Turquie. La demande d'adhésion à la Communauté européenne, formulée en 1987, et son engagement pro-occidental lors de la guerre du Golfe s'inscrivent dans la continuité logique de ce choix.
- 2 Longtemps installée dans la sécurité tantôt fragile tantôt commode de la bipolarité, la Turquie est, parmi les Etats de la région, en première ligne pour subir les conséquences de l'effondrement du communisme dans les Balkans, au Caucase et en Asie centrale. Depuis la crise du Golfe, la débâcle des Balkans et surtout la désintégration soviétique, elle est devenue, sans en avoir réellement pris la mesure, une puissance régionale potentielle. Ce fait ne peut être réduit au simple rang de "cas intéressant" dans le nouveau cours des relations internationales.
- 3 Parce que les changements en cours dans les Balkans, au Caucase et en Asie centrale lui ont permis de redécouvrir, ou simplement de découvrir son environnement régional, parce qu'elle ne peut échapper aux nouvelles identifications sollicitatrices de nouveaux acteurs, parce qu'enfin située à l'intersection de quatre zones sensibles pour la sécurité et la stabilité de l'Europe et du Moyen-Orient, son futur intéresse, au premier chef, le monde postérieur à la bipolarité.

- 4 Dans cette étude, notre objectif sera, en partant des systèmes d'appartenance, de nous interroger sur leurs transformations récentes sous l'impulsion de processus transfrontaliers et sur la reformulation de l'identité. Pourquoi placer un pays, en l'occurrence la Turquie, au centre d'une recherche qui se propose de réfléchir sur le dépassement des frontières, autrement dit, sur l'éventualité de réinterpréter la notion classique du centre ? La réponse est simple : la Turquie nous paraît être le pays qui est susceptible de confirmer ou d'infirmier notre problématique. Ses dynamiques internes, dont on peut se demander si elles entretiennent des relations de cause à effet avec les mutations en cours depuis quelques années dans le système international font de ce pays qui dispose de la plus longue façade sur la Méditerranée, l'un des plus dynamiques de la région de par son poids démographique, sa mobilité sociale, son potentiel économique et ses projets ambitieux comme le Grand Projet du Sud-Est anatolien. Mais, parallèlement à ces atouts, elle est caractérisée par des faiblesses et problèmes internes rendant son système fragile à l'intérieur (problème kurde, terreur, présence de l'armée dans la vie politique, contestation du modèle laïque, dette extérieure) et vulnérable à ses frontières; enfin les problèmes de tensions externes avec lesquels elle est en prise (compétition pour l'eau, question kurde, conflit azéro-arménien, affaire chypriote, différend égéen, etc.) en font un observatoire privilégié de la fragilisation de la notion de frontières.
- 5 I - Le terme de "transfrontaliérité" que nous utilisons nous paraît mieux rendre compte, plus que celui de transnationalité, du dépassement du cadre des Etats-nations ainsi que des dynamiques et de la mobilité des groupes infra-étatiques. Son usage nécessite cependant une grande prudence dans l'analyse, tant la situation de la zone qui nous intéresse est confuse, et les transformations en cours sont difficiles à expliquer uniquement en termes de "ruptures" ou de "continuité". Il est difficile de la comparer à celle que nous connaissons des grands empires du passé, entités voulant réaliser la prophétie de Daniel (L. Valensi, C. Pomyan), à prétention universelle, mais demeurées néanmoins limitées de par leur conception du temps et de l'espace. La problématique de "communication sociale" élaborée, il y a déjà plus de trois décennies, par Karl Deutsch, ainsi que les phénomènes de mondialisation, accélérés par la fin du monde bipolaire, semblent expliquer l'émergence du processus actuel. Les transformations qui en découlent, produisent aussi leurs effets pervers, incluant, notamment, une multiplication des espaces éclatés ("nucléaires"), comme nous l'observons dans le cas du Caucase, des Balkans, ou encore, de certaines communautés moyen-orientales comme les Kurdes ou les Palestiniens. Force est cependant de constater que la revivification même de ces "espaces nucléaires" n'est possible que par l'universalisation de l'"espace" et par l'incapacité des frontières d'empêcher par leur seule existence, la circulation, la communication et l'intervention des acteurs étatiques ou non étatiques.
- 6 Cette universalisation de l'espace implique, entre autres, trois conséquences vitales pour la reformulation des identités : 1/ une érosion de souveraineté des Etats, notamment dans les domaines économique, militaire et financier (A. Bihl). Celle-ci peut cependant provoquer un surinvestissement du domaine symbolique comme l'atteste, d'une manière générale tout nationalisme rigide; 2/ une incapacité des centres politiques de se maintenir, concurremment et sans concurrence, comme centres économiques, culturels et militaires; 3/ l'incapacité des Etats de se réserver le monopole du contrôle culturel, politique et économique de leurs populations.
- 7 II - La transfrontaliérité est, en l'occurrence, l'élément qui nous permettra de mieux comprendre les termes identitaires qui se modifient sous l'impact de cette

universalisation du temps et de l'espace. Le terme d'identité sous-entend une transformation et une reformulation constantes, une invention dirait l'anthropologue Benedict Anderson. En tout cas, il n'y a pas d'identité "insulaire" comme le remarque le groupe de Levi-Strauss. La formation identitaire est nécessairement liée au contact avec l'autre; or la transfrontaliérite impliquant la multiplicité de contacts avec une multiplicité d'"Autres" rend à la fois plus aiguës et plus complexes les questions relatives à l'identité (Camillieri, Kasterstein, etc.). Il nous paraît aussi utile, dans le même ordre d'idées, de souligner l'importance de la nécessaire distinction entre la nationalité et la citoyenneté, la première liant l'individu à un centre politique et "naturel", la deuxième, à toutes autres sphères, gérées par un droit positif, des liens affectifs et une (ou des) mémoire(s) collective(s). L'invention de la citoyenneté, plus un pari qu'un acquis dans de nombreux pays, peut-elle se faire sans être au détriment de la "civilité" (Leca) ?

- 8 Notre approche, pluridisciplinaire, aura cependant deux axes majeurs : les relations internationales (les systèmes d'appartenance économiques, politiques, culturels, stratégiques et leur mutation) et la sociologie politique (idées, valeurs, acteurs, mobilisations, représentations et pratiques). Nous tiendrons compte aussi de l'apport d'autres disciplines : histoire (dans une perspective de longue durée, en tant qu'instrument pour réfléchir sur les parts respectives du conjoncturel et du structurel, sur la formation des systèmes et sur la notion de l'"Etat" au Moyen-Orient); économique (comprendre les dynamiques lourdes); géographie humaine (dynamiques démographiques); sociologie (de la mobilisation); anthropologie (cultures et structures sociales).
- 9 A) A une époque à la souveraineté des Etats semble être limitée (cas extrême au Moyen-Orient : Irak) ou auto-limitée (les Etats membres de l'U.E.), malgré un surinvestissement du domaine symbolique (Balkans). La coexistence, parfois juridiquement reconnue, de multiples appartenances, est rendue possible soit par les limites de l'Etat-Nation (en Europe), soit par son inadéquation (modèle importé s'insérant mal dans une région mosaïque) dans le milieu où il est implanté (Moyen-Orient) et par l'improbable retour à la forme impériale de la gestion de l'espace. Une des questions importantes à laquelle nous sommes confrontés est alors de savoir si l'on peut envisager une nouvelle interprétation de la notion du centre.
- 10 Cette question renvoie à d'autres :
  - 11 - quels sont les acteurs, les champs privilégiés et les modalités de mise en oeuvre du processus ?
  - 12 - peut-on concevoir des centres et des périphéries à géométrie variable, à savoir, la non juxtaposition des prépondérances politiques, économiques, militaires ? Autrement dit, peut-on imaginer que des entités dépendant d'un centre politique, un Etat, puissent avoir des centres culturels ou religieux situés ailleurs que dans leurs propres Etats ?
  - 13 - peut-on dans certains domaines (économique, culturel) passer de la notion de centre à celle de réseau ? (B. Badie et J.-F. Bayart);
  - 14 - la périphérie, impliquant souvent la notion de marginalité (P. George), est censée nourrir la violence. Celle-ci, peut-elle être exportée vers les "centres" ? (le cas turc, avec ses prolongements en Europe, mérite de ce point de vue l'attention).
- 15 B) Sur l'ensemble de ces points, la Turquie nous paraît être, le laboratoire d'observation de la transformation/mutation et de la transfrontaliérite. Elle l'est tout d'abord par sa situation de ...

- 16 centre de transit ou d'accueil des communautés non-immigrées (iranienne, roumaine, russe/ex-soviétiques, kurde-irakienne); la présence des communautés turques/musulmanes assimilées (albanaise, bosniaque -3,5 millions ?-, bulgare, géorgienne, kazakhe, kirghize d'Afghanistan etc.); l'immigration turque en Europe (Europe : lieu de formation d'ethnicité et d'identité (turcité, kurdicité, alevité, etc.); présence turque ailleurs qu'en Europe occidentale, Balkans, Irak (Turkmènes, Iran (Azéris), Républiques turcophones; des liens affectifs/symboliques malgré un passé douloureux, Arméniens, Grecs, Juifs; éléments kurdes liant la Turquie à la Syrie, l'Irak, l'Iran, ex-URSS).
- 17 Elle l'est ensuite par la multiplicité de ses appartenances régionales ...
- 18 La Communauté européenne (principal partenaire économique -près de 50% des échanges-, liens culturels et historiques, immigration turque -près de 2 200 000 ressortissants turcs dans la CEE); volonté turque d'adhésion réaffirmée depuis 1963; "partenaire stratégique" de l'Europe
- 19 Dans les Balkans d'aujourd'hui, la réalité de nations qui sont l'expression de forces réelles, profondes; nation albanaise, nation grecque, nation roumaine, nation slave, etc. Le présent, cependant, fait, en marge de ce monde balkanique délabré, de la Turquie l'exemple le plus proche et le moins distant d'une économie fondée sur le marché, la libre entreprise, avec des entrepreneurs dont les façons d'organisation sont plus proches des Balkaniques.
- 20 Relations transfrontalières avec le monde arabe; partage des richesses naturelles (en particulier eaux du Tigre et de l'Euphrate); mise en place d'infrastructures harmonisées; complémentarité des économies vivrières et industrielles; circulation des personnes et en particulier des travailleurs migrants, réseaux marchands et financiers empruntant des canaux communautaires. Transfrontalièreté des problèmes politiques: menaces militaires, harmonisation ou compétition des politiques sécuritaires, traitement des oppositions violentes comme le mouvement séparatiste kurde.
- 21 Le monde ex-soviétique (liens culturels, religieux, historiques, économiques; "politisation de l'ethnicité"; zones turcophones en Russie (Tatars, Bachkirs etc.), au Caucase (Azerbaïdjan) et en Asie centrale (Turkménistan, Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghizie); transformation d'un espace culturel en un espace politique ?; réponses occidentales à ce processus; rivalité turco-iranienne.
- 22 Elle l'est, finalement, par son rôle d'acteur régional rendant difficile de mettre en oeuvre de nouveaux équilibres dans les trois ensembles (Moyen-Orient, ex-URSS, Balkans) sans sa participation :
- 23 Moyen-Orient : Irak/Force de déploiement - le problème de l'eau; la Macédoine - la Bosnie Herzégovine; le Caucase (présence turque dans les négociations sur le Haut-Karabakh). La place de la Turquie dans la formation d'éventuels axes en Europe/Occident...
- 24 Comment cette situation se répercute-t-elle sur la construction identitaire, et comment celle-ci, en retour, devient-elle un facteur de decision making dans les processus politiques, économiques, militaires ou culturels : l'identité prime-t-elle sur les raisons pragmatiques dans des prises de décisions ?
- 25 A) Au croisement de plusieurs affinités, religieuse, culturelle, politique, la Turquie, plutôt que d'inventer un modèle sui generis, se veut d'abord européenne, représentant du modèle politique occidental au Moyen-Orient et maintenant, en Asie centrale. L'élément européen ne va pas cependant sans poser de questions, car il est l'élément clef de la "crise

d'identité" de ce pays dont la psychologie est celle de l'Européen mal compris. Mais une acculturation et une "crise d'identité" ne se vivent jamais en solo, sans provoquer une crise aussi chez l'"Autre"; modèle et concurrent en l'occurrence.

- 26 Les identités de groupes, transfrontaliers ou non, ont été souvent rejetées par les élites dirigeantes en Turquie, mais aussi dans certains autres pays de la Méditerranée. Dans quelle mesure les divers degrés d'identité, infra-, trans- et supra- "nationale", entretiennent-ils des rapports de conflictualité ou de complémentarité ? Comment le rapport entre le nationalisme et l'identité analysés en partie par E. Gellner et l'école de Lévi-Strauss est-il modifié avec la fin des blocs ? Qu'en est-il de l'identité lorsque les populations se mobilisent, parfois pour envoyer des combattants dans un lointain pays d'origine (Azéris, Arméniens, Bosniaques, etc.) ?
- 27 - dans quel ordre hiérarchique les différents termes de l'identité se placent-ils (religion, nation, modèle politique et économique) ? Sous quel effet cette nomenclature change-t-elle ? Comment ces termes parviennent-ils à se combiner dans un "système culturel" (C. Geertz) ?
- 28 - l'identité s'appuie essentiellement sur un système de symboles et sur certains habitus dans le sens donné par Pierre Bourdieu à ce terme. Dans quelle mesure, l'identité devient elle-même le facteur du passage à l'action, voire à la violence ? (Thème sur lequel s'interrogent les travaux classiques de P. Berger et de H. Luckmann).
- 29 B) La Turquie entretient des rapports spécifiques avec l'Europe, le monde balkanique, l'Asie centrale et le Moyen-Orient. Le "Turc" et la "Turquie" contribuent, à des degrés divers, à désigner les identités de ces ensembles. L'identité turque, elle, se forge à son tour, en contact avec eux :
- 30 Communauté européenne - le pari de "la démocratie occidentale" (certains islamistes semblent également y adhérer), l'Occident en tant que modèle culturel dominant; la place particulière de la Turquie parmi les candidats à l'adhésion (le seul pays musulman, la persévérance dans la demande); comment faire abstraction dans ce jeu de miroirs des identités (et des enjeux tout à fait tangibles, économiques et géo-stratégiques) des modifications en cours de Turquie ?, modifications qui ne concernent pas moins le problème d'identité; les généraux de 1980 tentaient d'ériger la "synthèse turco-islamique" en doctrine officielle de la Turquie au détriment de l'"européanité". Or, en 1993, alors que la Turquie oeuvre concrètement en Asie centrale, c'est paradoxalement, non pas l'élément turcique, mais "européen" qui semble déterminer les débats intellectuels et les positions politiques d'Ankara.
- 31 Balkans - Les héritages, qui viennent du contact le long des routes avec les administrateurs, les recruteurs, les gendarmes ottomans, se font sans doute sentir dans la vie quotidienne; façons de dire, façons de faire, cafés, restaurants, urbanisme commercial, statut des femmes, distinctions ethniques superposées aux distinctions économiques. Ce métissage discret intéresse également l'ordre religieux.
- 32 Identités partagées, identités en conflit, identités nouvelles en gestation, avec le monde arabe; processus d'acculturation, de métissage et de division à partir des dimensions communes de l'histoire (ottomane) et de la religion (musulmane). Validité de la notion d'identité musulmane moyen-orientale ? L'islamisme arabe comme universalisme concurrent de la "démocratie de marché" peut-il obtenir l'adhésion de l'islam militant en Turquie ? A la suite du modèle kémaliste de modernisation autoritaire la démocratie turque à référent culturel musulman peut-elle servir de modèle aux processus en cours

dans le Moyen-Orient arabe ? Le Moyen-Orient, avec de multiples ambitions étatiques et de contestations non-étatiques qu'il renferme, continue à constituer le milieu "naturel" de la Turquie. Le pays pourrait-il rester en dehors des conflits qui risquent de s'y déclencher ?

- 33 Aire turque - reconstruction identitaire dans l'aire turque; rôle des communautés azérie, kazakhe, turkestanais, kirghize, etc. en Turquie; enjeu de l'alphabet; turcophonie; poids de l'islam; pertinence du "modèle turc"; rôle des médias (Türskat, presse écrite).
- 34 C) Parmi les nouvelles définitions que la Turquie semble élaborer, on peut en citer notamment deux, contradictoires en apparence :
- 35 Retour au programme politique et économique du libéralisme ottoman (dont le théoricien principal fut le Prince Sabahaddin) du début du siècle, avec une force sociale capable de le soutenir; initiative privée/économique; décentralisation administrative (et politique ?); Etat; gestionnaire de l'économie plutôt que son patron; Etat, gestionnaire de la vie politique plutôt que son patron; Etat; gestionnaire de la diversité ethnique, religieuse et politique.
- 36 Discussion autour "la nation" et du nationalisme (un retour partiel à la "synthèse" du début du siècle formulée par Ziya Gökalp), mais nullement à sa vision du Parti unique, ni à son idée rigide de la nation, ni au pan-touranisme) - Trois termes : nation comme catégorie culturelle/transfrontalière) "aire turque", liens culturels et politiques avec le monde turcique (les dirigeants turcs semblent être d'accord pour reconnaître également la kurdicité comme un fait transfrontalier); islam, vers une "nationalisation" de la religion (le vieux rêve du nationalisme turc du début du siècle); Europe occidentalisation/ Civilisation) objectif principal. Élément politique de l'identité.
- 37 Une perpétuelle tension gère cependant le protocole de ces trois termes. Il est aussi évident que cette nomenclature de l'identité sera déterminante aussi bien pour les choix politiques et économiques de la Turquie que la place de l'Europe au Moyen-Orient, en Asie centrale et éventuellement dans les Balkans. Mais les risques de dérapages ne sont pas à sous-estimer.
- 38 - L'Europe pourrait-elle passer du statut de modèle à celui de la référence par la négation ? Le contentieux historique continuera-t-il à peser sur les rapports turco-européens ? La communauté immigrée turque en Europe, pourrait-elle s'intégrer dans le tissu laïque européen ?
- 39 - En l'absence d'une cohésion nationale et d'un véritable consensus autour des valeurs de "citoyenneté" ou démocratiques, l'islam turc, malgré son éclatement -islams radical, apolitique, mystique, tolérant- reste un élément fondamental d'identité et d'identification. En dépit de ce fait, la forme laïcisée de l'islam qui sera vraisemblablement renforcée par les échanges culturels avec le monde turcique qui a subi, dans un autre contexte, des interventions comparables par le haut, gardera-t-elle son insularité dans l'aire méditerranéenne ? Quel sera, dans l'avenir, le rôle de l'islam turc officiel et hiérarchisé, dans la société turque ?
- 40 - L'élément turcique s'intégrera-t-il dans une rationalité diplomatique et économique ? Symboliquement chargé, permettra-t-il un renouveau culturel et la mise en place de mass-media transfrontalière ? Se transformera-t-il en une justification du renfermement sur soi-même ? Les sentiments nationalistes turcs pourront-ils empêcher la recherche d'une solution démocratique au problème kurde ?

- 41 - Par l'ancienneté de son ancrage démocratique, le modèle politique turc se distingue de tous les autres pays musulmans méditerranéens. Est-il susceptible d'exercer un effet d'entraînement dans l'aire méditerranéenne ?
- 42 Il nous paraît également important de réfléchir sur un autre volet de l'identité, à savoir si la Turquie pourra se doter d'identités régionales, complémentaires et non antagonistes : balkanique, caucasienne et moyen-orientale. Cette question de la gestion de pluralité à l'extérieur, inclut autant l'amélioration de l'image de soi et de l'autre, l'économie, la diplomatie et les échanges culturels. Cette pluralité d'"identités régionales" pourra-t-elle contribuer aussi à la reconnaissance de la pluralité des identités entre les différents groupes, transfrontaliers ou non, de la Turquie (Kurdes, Crétois, Bosniaques, Albanais, Géorgiens, Alevis, Grecs, Arméniens etc.).
- 43 Projets individuels :
- 44 - Enjeux économiques de la transfrontalièrité, ressources hydrauliques (GAP, eaux de l'Euphrate et du Tigre), main d'oeuvre, contrebande, transferts de technologie (D.A.)
- 45 - La place des communautés d'origines caucasienne et centrasiatique dans les identifications en Turquie (M.B.)
- 46 - Islam turc/islam méditerranéen, liens historiques, canaux de prorogation, la possibilité de la mise en place d'un islam transfrontalier (F.B.)
- 47 - Minorités et transfrontalièrité : la gestion du problème kurde par l'Etat turc; immigrations turque et kurde en Europe. Les dynamiques de la transfrontalièrité et l'attrait des pays d'accueil peuvent-ils se combiner ? (H.B.)
- 48 - L'image du "Turc", de la Turquie et de l'islam dans les pays balkaniques : Grèce, Bulgarie, Yougoslavie; Crète et Crétois de Turquie (P.-Y. P.)
- 49 - Contournement de la notion de frontière et affaiblissement de la souveraineté étatique; structuration d'un espace transfrontalier tissé par des réseaux marchands (à dimension technologique et financière) et culturels (à dimension d'une part ethnico-religieuse, d'autre part universaliste laïque); -sur la rive asiatique de la Méditerranée aux confins des mondes turc et arabe (E.P.)
- 50 - Deux cas de non-transfrontalièrité : le Mur de Nicosie, une frontière rigide et sa symbolique dans l'invention des identités turque, grecque et chypriote; frontières avec l'Arménie et "événements traumatismes" - Frontière "passoire", Turkmènes d'Irak (identifications, rapports avec les Kurdes et les Arabes); Frontière redécouverte : la turco-géorgienne (S.V.).